

Education: comment Jean-Michel Blanquer s'est imposé au premier rang du gouvernement

Paris, 18 déc. 2017 (AFP) -

Inconnu du grand public lorsqu'il est nommé ministre de l'Education en mai, Jean-Michel Blanquer s'est imposé comme l'une des principales figures du gouvernement d'Edouard Philippe. Un ministre très politique, au risque d'apparaître comme surtout soucieux de communication.

Une chose est sûre: cet ancien recteur et Dgesco (directeur général de l'enseignement scolaire), c'est-à-dire numéro deux officieux du ministère sous Nicolas Sarkozy, connaît très bien l'Education nationale, à l'inverse de certains de ses prédécesseurs.

Mais il divise. "Parfois, les premières mesures que nous avons prises ont été perçues comme étant tournées vers le passé. De même, certaines sont décrites par certains comme n'étant pas sociales", a-t-il d'ailleurs lancé lors du congrès du MoDem samedi à Paris. Il l'assure cependant: "Jamais une action en matière d'éducation n'a été aussi sociale, au moins depuis 20 ans".

A peine installé, celui qui est aujourd'hui l'un des ministres les plus appréciés à droite assouplit la controversée réforme du collège, une décision "habile et pragmatique", dit à l'AFP Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat enseignant du secondaire et adversaire de cette réforme. "Il a un discours séduisant pour les personnels de l'Education et les parents".

Frédérique Rolet le qualifie toutefois d'"ambivalent": "Il sait mettre le doigt sur les problèmes mais il introduit plus de sélectivité dans le système scolaire".

La réduction à 12 élèves des classes de CP dans les écoles des quartiers très défavorisés (REP+) ou le dispositif "Devoirs faits" dans les collèges sont accueillis favorablement par les familles, indiquent les fédérations de parents d'élèves, la FCPE (classée à gauche) et la Peep (plutôt à droite).

Deux mesures qui brouillent les contours idéologiques d'un ministre souvent décrit comme élitiste, et volontiers classé à droite par ses adversaires.

"On a l'impression d'un ministre qui sait où il veut aller, d'un passionné, doté d'une vraie boussole", note Samuel Cywie, porte-parole de la Peep. "Mais pour le moment, il fait beaucoup de politique et envoie des messages pour rassurer les parents".

- "Fantasme d'un âge d'or" -

Son homologue de la FCPE, Liliana Moyano, pointe "des initiatives qui rendent populaire à court terme" mais qui s'avèrent au final assez vagues. "Qui peut être contre le respect d'autrui, contre apprendre à écrire, lire, compter?", s'interroge-t-elle, en référence à l'objectif du ministre pour les élèves en primaire. La question est plutôt de savoir comment on y parvient, note-t-elle.

En évoquant le retour du redoublement, qui n'a jamais été interdit mais simplement rendu exceptionnel et dont la France a longtemps été la championne, ou encore le port de l'uniforme dans les écoles qui le souhaitent, le ministre "entretient le fantasme d'un âge d'or de l'école qui n'a jamais existé", soupire Francette Popineau, du SNUipp, premier syndicat dans le primaire.

Jean-Michel Blanquer "tient un discours qui fonctionne bien en France, auprès des parents d'élèves et d'une partie des profs", estime Nicolas Anoto, du SE-Unsa, syndicat à tendance réformiste. "Il en appelle à l'autorité et à l'excellence. Mais c'est un discours un peu creux, avec beaucoup d'annonces et sans projet".

Le ministre "agite beaucoup de débats mais les mesures effectives sont au final peu nombreuses. Ce qui n'est pas forcément une mauvaise méthode", glisse Philippe Tournier, à la tête du SNPDEN, qui représente les chefs d'établissement. Il maugrée contre l'avalanche de circulaires et textes réglementaires auxquels doivent faire face les chefs d'établissement depuis des années.

Même Philippe Meirieu le reconnaît. "Le ministre occupe le terrain, et de manière habile", déclarait récemment sur France Inter ce spécialiste des sciences de l'éducation, honni par les tenants d'une école traditionnelle.

Mais les sujets sensibles sont à venir, soulignent les acteurs du monde éducatif, y compris les plus séduits par



PAYS :France
SURFACE :98 %
PERIODICITE :Quotidien



► 18 décembre 2017 - Edition Fil Gen

Jean-Michel Blanquer. En premier lieu, la réforme du bac: "un point potentiellement problématique", selon Jean-Rémi Girard, du Snalc, un syndicat plutôt conservateur, d'accord pour réformer cet examen mais sans affaiblir les disciplines.

fmp-ito/tmo/gf

Afp le 18 déc. 17 à 11 56.